

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 16 (1989)
Heft: 4

Artikel: La Suisse vue par un Hongrois
Autor: Martin, József
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-912247>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



les trams soient raccourcis et qu'il y ait plus de places assises. Quand d'aventure un tram n'arrive pas tout à fait à l'heure, chacun regarde sa montre d'un air énervé. L'exactitu-

de proverbiale des Suisses est restée innée en eux, même s'ils ont dû entre-temps céder à la concurrence japonaise une importante partie de leur ancien empire horloger.

Pour le Brésilien Gideon Rosa, c'est la plus belle ville d'Europe: Zurich. (Photoswissair)

La presse helvétique fait fréquemment «l'éloge» du Brésil. Ses thèmes préférés sont l'incapacité de nos autorités administratives, la misère dans les favelas et le carnaval. Dans la conscience de beaucoup de gens, le Brésil est un pays lointain où d'innombrables belles descendantes et beaux descendants d'esclaves africains ne font rien d'autre que de s'adonner à longueur de journée aux rites exotiques du candomblé. C'est ainsi du moins que toutes les télévisions et radios du monde décrivent ce pays tropical dans leurs reportages, qui ne serait encore qu'une vulgaire république bananière. De même qu'en Suisse on donne souvent une image fausse du Brésil (sex, soleil et plages au bord de la mer), beaucoup de Brésiliens croient que la vie en Suisse est une pure partie de plaisir. Je mets ici en garde tous ceux qui s'imaginent que ce coin de terre de 42 000 kilomètres carrés – que les clichés décrivent comme étant le pays du fromage, du chocolat et des banques – est tout simplement le paradis. En effet, coincé entre l'Autriche et la Suisse, il existe un pays encore beaucoup plus petit qui s'appelle le Liechtenstein. Il paraît que dans cette principauté, on ne paie pas d'impôts.

Gideon Rosa, Salvador de Bahia

La Suisse vue par un Hongrois

Le visiteur, qui n'a auparavant séjourné à Genève que de loin en loin en qualité d'envoyé spécial chargé de couvrir un événement politique, a pu cette fois-ci se rendre compte à chaque pas que dans ce pays qui est petit même si on le compare à la Hongrie – la superficie de la Suisse représente approximativement la moitié de celle de la Hongrie – les citoyens se sentent bien chez eux et se comportent en propriétaires. Or, le fait que le système politique appelé «socialisme» a diminué ou même détruit le sens de la propriété chez les gens et qu'au cours de ces décennies les fortunes petites ou grandes ont été anéanties constitue précisément l'une des préoccupations majeures des gouvernements des pays de l'Est. Le visiteur qui arrive de Hongrie se demande sur quoi se fondent les sentiments qui permettent aux Suisses de se sentir tout à fait chez soi dans un pays où presque rien n'est semblable et où il y a différentes langues et confessions.

Pour une personne originaire d'un pays de l'Est, c'est aussi une expérience unique que de voir plusieurs langues coexister pacifiquement; car elle ne sait que trop bien que dans son propre pays, la discrimination linguistique et ethnique, les formes d'oppres-

sion douces ou brutales et le génocide caché ou ouvert correspondent à une vieille tradition et existent aujourd'hui encore.

Les Suisses valent mieux que leur réputation
Dans l'optique d'une personne originaire d'un pays de l'Est, les affirmations telles que «Le racisme au quotidien» que l'on peut lire comme titres dans certains journaux régionaux suisses paraissent bien exagérées. En Hongrie, il y a actuellement quelque 20 000 réfugiés de Transylvanie, hongrois pour la plupart, et l'on se pose parfois avec angoisse la question: que se passerait-il si une masse importante de réfugiés franchissaient la frontière? Il faut dire que cette question est en rapport avec la crise économique que traverse notre pays; en examinant les statistiques suisses, je me suis cependant demandé ce qui se passerait dans d'autres pays si un sixième de la population était étrangère. Cette diversité que l'on rencontre en Suisse est-elle aussi remarquable, tout comme la paix qui règne entre les diverses régions du pays. Je sais bien que cet état de fait est lié à la situation économique. La Suisse est l'un des pays les plus riches du monde; avec 25 000 dollars, le produit natio-

nal brut est environ dix fois plus élevé qu'en Hongrie. Au vu de la tolérance linguistique et de la disponibilité à accueillir des étrangers, je ne pensais cependant pas aux conditions matérielles; je me demandais avant tout si la réalité ne vaut pas mieux que l'opinion que les Suisses ont d'eux-mêmes, et si l'idée selon laquelle «les Suisses se méfient des étrangers» n'est pas une pure invention.

La démocratie directe

La mentalité qui règne dans les pays de l'Est est très éloignée du principal facteur d'unité de la Suisse, qui est la démocratie directe, avec son système génial de l'autonomie locale. C'est uniquement par la sauvegarde démocratique des intérêts locaux dans la vie de tous les jours que l'on peut expliquer que les Suisses romands et les Suisses italiens n'aspirent pas à se rapprocher de la France et de l'Italie, pas plus que les Suisses allemands d'autres pays germanophones. Les penseurs politiques hongrois n'ont pas découvert hier seulement ce qui fait la force du fédéralisme suisse. Lors de la dissolution de la monarchie austro-hongroise, Oskár Jászi, l'un des meilleurs connaisseurs de la question des na-

tionalités, a repris le projet d'une Confédération du Danube préparé au 19^e siècle par Lajos Kossuth et a lancé l'idée – excellente mais jamais réalisée – d'une Suisse dans la partie orientale de l'Europe centrale. Voici ce qu'il a écrit: «L'histoire de tous les Etats fédératifs fondés sur des bases solides et imprégnés d'un vrai esprit démocratique montre qu'une telle structure a un grand pouvoir d'attraction sur les Etats voisins.» La misère qui règne dans les petits pays de l'Europe de l'Est (c'est l'expression utilisée par un autre grand penseur hongrois, István Bibó) a empêché que la confrontation des nationalismes soit remplacée par un système politique fédératif. Les raisons en sont multiples et, dans la situation actuelle, la Suisse ne pourra servir de modèle à la partie orientale de l'Europe centrale que dans un avenir très lointain.

En revanche, le système démocratique suisse tel qu'il est appliqué tous les jours peut fournir à la Hongrie d'aujourd'hui des enseignements très utiles. Depuis quelques mois, la société hongroise tente de se hisser au niveau des états de droit européens et d'introduire le pluripartisme; des discussions sont en cours sur l'élaboration d'une nouvelle constitution et sur l'institutionnalisation des votations populaires. C'est pourquoi on comprendra que nous autres, qui avons visité la Suisse, soyons fascinés par l'autonomie des cantons et par les règles complexes des votations populaires. J'ai entendu avec plaisir plusieurs interlocuteurs me déclarer que l'initiative et le référendum constituent un excellent moyen de contrôler l'exécutif et que même le législatif doit compter avec la possibilité d'une votation populaire, sorte d'épée de Damoclès suspendue sur sa tête. Selon eux, d'une part cela limite le pouvoir et d'autre part cela permet de repenser en tout temps les problèmes, ce qui évite que l'on adopte des solutions extrêmes. C'est pourquoi la politique

intérieure de la Suisse peut paraître un peu ennuyeuse à un observateur de l'extérieur.

Représentation des intérêts

A l'est de l'Elbe, la démocratie dans la vie de tous les jours pourrait bien être le produit d'importation le plus demandé. Deux votations populaires en Suisse me paraissent confirmer cette hypothèse. On connaît les circonstances et les arguments qui ont conduit au rejet de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. Pour corriger un peu l'effet de cette décision, l'opulente Suisse a cependant commencé ces derniers temps à s'engager davantage à l'étranger, que ce soit à titre de médiatrice ou pour des tâches de surveillance, par exemple en Namibie. L'observateur étranger a l'impression que de plus en plus de gens souhaitent – pour des motifs d'ordre moral – que la Suisse développe encore ses bons offices, qu'elle a d'ailleurs toujours offerts. Avec les difficultés économiques auxquelles elle doit faire face, la Hongrie n'est aujourd'hui guère à même de se charger de bons offices. Cependant, une politique qui raisonnerait également en termes de morale pourrait se révéler très utile lors des changements en cours à Budapest. L'autre votation populaire qui sera riche d'enseignements est celle concernant l'initiative «Pour une Suisse sans armée», qui aura lieu à l'automne 1989. Pratiquement tous les interlocuteurs que j'ai rencontrés tiennent pour assuré que le peuple rejettéra cet automne l'idée d'un pays sans armée. Il est vrai que l'importance du nombre de voix acceptantes pourrait – m'a-t-on dit – avoir une influence sur une prise en considération accrue tant de la cause des objecteurs de conscience que du souhait de certains milieux de la gauche et de pacifistes de voir diminuer les dépenses militaires. Cette manière de traiter des questions extrêmement complexes montre à l'Européen de l'Est que la démocratie directe peut

contribuer efficacement à faire valoir publiquement des intérêts divergents.

L'Europe des régions

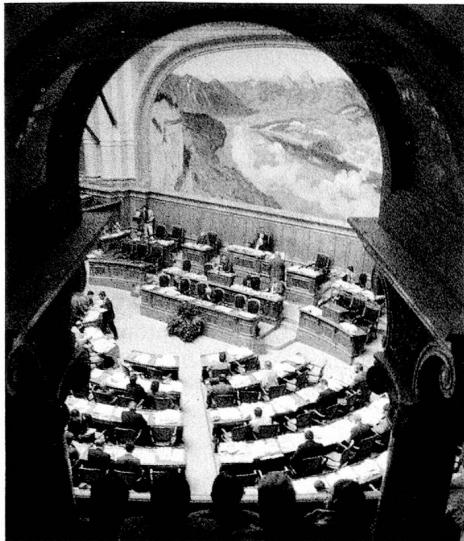
Puisqu'il est question des différences que l'on trouve en Europe, on pourrait ajouter que l'autonomie locale telle qu'elle existe en Suisse est unique même dans les pays occidentaux. Grâce à ce système, les habitants se considèrent – comme j'ai pu le constater en maint endroit – d'abord comme citoyens de leur commune, puis du canton et ensuite seulement de la Confédération. Ce genre d'autonomie administrative ne crée pas seulement la possibilité de contacts étroits entre le citoyen et les autorités; il est également un facteur de stabilité, ce qui est instructif dans l'optique d'un Européen de l'Est. Il est normal qu'une démocratie qui repose sur des fondements aussi larges jouisse de la confiance des bailleurs de fonds. En Hongrie, l'ouverture vers la démocratie renforcera vraisemblablement la confiance du monde financier international, qui faisait jusqu'ici défaut pour des raisons compréhensibles. Pour illustrer cette affirmation, je rappellerai qu'au cours des 17 années passées, des capitaux étrangers ont été investis en Hongrie pour un montant de 300 millions de francs, alors que pour la seule année passée 800 millions l'ont été en Turquie et 1,4 milliard en Grèce. Indirectement, le système démocratique s'avère donc être aussi une espèce «d'investissement».

A un autre échelon, l'autonomie ouvre d'autres voies, qui ne sont plus une particularité suisse. Je veux parler des contacts des cantons avec l'étranger. Lors des discussions que j'ai eues en Suisse, il a par exemple été question de la coopération scientifique dans le domaine de la protection de l'environnement entre Bâle, l'Alsace et le Bade-Wurtemberg. Chez nous, c'est précisément ce genre de coopération transfrontière entre les pays de l'Est qui a beaucoup de peine à fonctionner, encore que cela serait bien nécessaire.

C'est ainsi qu'en partant du sens de la propriété, nous sommes arrivés à la coopération régionale et à l'Europe, en passant par le système de la consultation populaire et l'autonomie cantonale. Les mécanismes suisses donnent en quelque sorte à l'observateur venu d'un pays de l'Est une boussole dont les aiguilles vont, à l'intérieur du pays, dans la direction de petites collectivités s'organisant librement et, hors des frontières, dans la direction d'une Europe qui cherche à abolir les blocs et au sein de laquelle les régions dotées d'une large autonomie coopèrent entre elles. La Suisse reste en dehors de la CE, mais elle établit avec les Douze des



Des dizaines de votations communales, cantonales et fédérales par an: la démocratie dans la vie de tous les jours.
(Photo: Keystone)



La politique intérieure suisse: parfois un peu ennuyeuse aux yeux d'un Hongrois; rarement encline, en revanche, à choisir des solutions extrêmes. (Salle du Conseil national. Photo: Keystone)

contacts très étroits dans le domaine économique, ce qui est particulièrement intéressant dans l'optique hongroise: on peut, pour des raisons politiques, rejeter l'adhésion à la CE, sans empêcher pour autant une collaboration sur le plan économique. Cela n'est cependant possible que lorsqu'il s'agit d'une puissance économique telle que la Suisse. Mais même si elle ne se fait que dans une mesure restreinte et compte tenu de la situation de la Hongrie, la transposition des qualités suisses peut aider la Hongrie dans ses efforts visant à devenir un pays véritablement européen, dans l'esprit de traditions démocratiques et chrétiennes séculaires.

József Martin, Budapest

Sources

- Lionel Richard. «La Suisse - vue de Paris». Annuaire 1987 de la NSH: La Suisse et le monde. Édité par Jürg Altweig. Editions Sauerländer, Aarau.
 - Gideon Rosa. «Impressions d'un pays riche».
 - Tages-Anzeiger du 30 juillet 1988 (traduction du texte brésilien en allemand pour le «Tages-Anzeiger»: Marc D. Herzka)
 - József Martin. «La Suisse vue par un Hongrois».
 - Jürgen Engert. «Pas de traitement de faveur pour la Suisse».
 - Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989.
 - Peter M. Lingens. «Pas de sagesse, mais de la petitesse».
 - Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989.
 - Neue Zürcher Zeitung» du 20 juillet 1989.
 - Certains articles on dû être légèrement abrégés; une partie des titres sont de la rédaction de la Revue Suisse.
- Nous remercions très sincèrement les auteurs et les éditeurs pour le droit de reproduction.

Pas de sagesse, mais de la petitesse

En renonçant à devenir membre de la CE, la Suisse galvaude la possibilité qu'elle aurait eue de participer à la construction de l'Europe de demain. Cela peut être dommageable pour elle, car la Suisse, même si elle était simplement associée à la CE, ne pourrait pas échapper aux effets de la politique européenne. Mais il est surtout dommage pour l'Europe que la Suisse se tienne à l'écart, parce que ses principes républicains, son libéralisme et son pluralisme linguistique et religieux pourraient servir de modèle à la Communauté. La Suisse se trouve, tout comme l'Autriche, au cœur de ce continent; elle était prédestinée à devenir le centre de cette nouvelle Europe, au lieu de figurer comme tache blanche sur la carte.

Mais comme les Suédois et les Autrichiens, les Suisses considèrent apparemment que leur neutralité est un bien irremplaçable, auquel ils sacrifient l'unité européenne. Personnellement, je ne partage pas cette vision des choses. Vouloir par principe se tenir à l'écart de tout conflit est à mes yeux un signe de petitesse et non de sagesse. Et le seul argument invoqué pour justifier cette attitude mesquine - le fait d'être ainsi épargné par des conflits armés - n'est pas pertinent:

comme on le sait, la Belgique neutre a été envahie sans problème par les troupes hitlériennes. Si la Suisse a été épargnée, elle le doit uniquement - cela ressort des procès-verbaux du haut commandement allemand - à sa puissance militaire et nullement à sa neutralité.

L'Europe unie de demain, c'est beaucoup plus que la somme des avantages qu'elle peut offrir sur le plan économique et sur celui de la sécurité: c'est la vision d'une Europe d'où le nationalisme serait définitivement banni (d'un avenir où l'on sera fier d'être Européen, que l'on soit d'origine suisse, allemande ou française), la vision d'une unité culturelle née de la diversité, la vision de la liberté intellectuelle et physique, la vision d'une renaissance de «l'Occident» en tant que puissance mondiale autant sur les plans économique et militaire que sur ceux de la culture et de la société.

Il me semble qu'on devrait, même et surtout en Suisse, sacrifier le cantonalisme qui a cours dans ce pays au rêve d'une Europe unie, qui est aussi vaste que l'art baroque et que l'esprit du siècle des Lumières.

Peter M. Lingens, Vienne

Pas de traitement de faveur pour la Suisse

Je ne suis pas Suisse, je suis Allemand. Et comme tel, je dirai, en modifiant un peu une phrase de Karl Kraus: «L'histoire n'est plus non plus ce qu'elle était.» En d'autres termes, celui qui la considère comme une valeur immuable et qui méconnaît que son propre est d'évoluer, ne pourra pas comprendre l'événement historique qui constitue la création en Europe d'un marché intérieur commun, avec toutes les conséquences politiques que cela comporte. Une dynamique s'est mise en marche, entraînée par une idée très ancienne, sans cesse renouvelée, et qui est devenue aujourd'hui un grand dessein. Comme petit pays, la Suisse sera beaucoup trop touchée pour pouvoir prétendre jouer un rôle spécial.

Placée devant le dilemme: devenir membre à part entière de la CE ou s'isoler de celle-ci, elle essaie de faire de nécessité vertu. Elle aimeraient maintenir sa «capacité d'intégration dans l'Europe». Cela ressemble un peu à un certificat d'aptitude à la procréation. Je pourrais, si je voulais, mais je ne veux pas.

Ou pas encore. Et pourtant les objectifs politiques et économiques de la Suisse et de la CE sont quasiment les mêmes.

Les Suisses seront-ils un jour des Européens de deuxième catégorie? N'auront-ils plus besoin de se préoccuper de la «surpopulation étrangère» parce que, de toute façon, plus personne ne cherchera à obtenir leur passeport? Comme je suis Allemand et non pas Suisse, je souhaiterais que le design suisse de la démocratie marque l'aménagement intérieur de la maison européenne.

Chers Suisses, faites un bon usage de vos moyens. Ne comptez pas sur un traitement de faveur. Mais ma prière sera sans doute vainue. Chez nous, il y a même beaucoup de personnes qui souhaiteraient que l'Allemagne retrouve ses frontières de 1937. Hisser le drapeau européen au Saint-Gothard? Le Liechtenstein aussi, c'est bien beau. Sans doute. Seulement, cela ne répond pas aux besoins de la Suisse.

Jürgen Engert, Berlin-Ouest